

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 79

DECISION DU PRESIDENT

DU 10 MARS 2026

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-SIX, LE DIX MARS,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°08 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A LA COMMUNE DE SEVRAN DE L'EXERCICE DU DROIT DE
PREEMPTION URBAIN POUR LE LOT 200 DU BIEN SIS 8 RUE GABRIEL PERI A SEVRAN CADASTRE SECTION AS N°261**

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,
Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération n°9 du conseil municipal de Sevrans en date du 12 avril 2001 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),
Vu la délibération n°49 du conseil de territoire de Paris Terres d'envol en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,
Vu la délibération n°168 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 16 décembre 2024 portant délégation à la commune de Sevrans de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,
Vu la délibération n°42 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol en date du 07 avril 2025 portant approbation de la convention d'intervention foncière établie entre l'EPFIF, la commune de Sevrans et l'EPT Paris Terres d'Envol,
Vu la déclaration d'aliéner (DIA) établie par Maître Audrey VERGER, en application des articles L.213.2 et R.2313.5 du code de l'urbanisme, reçue le 30 décembre 2025 en mairie de Sevrans et enregistrée sous le numéro 0930712500407, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de la BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS représentée par monsieur Jérôme MONCUIT de céder son bien situé à Sevrans, 8 rue Gabriel Péri pour le lot 200, cadastré à Sevrans section AS n°261, non occupé tel que décrit dans la DIA, moyennant le prix de 362 000 € (trois-cent-soixante-deux mille euros), auquel s'ajoute une commission de 18 000 € TTC (dix-huit mille euros toutes taxes comprises) à la charge de l'acquéreur.

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à la commune de Sevrans.

Considérant l'intérêt manifesté par la commune de Sevrans pour ce bien, ainsi que sa demande de délégation du droit de préemption urbain (DPU) par l'EPT à son bénéfice, en date du 3 février 2026.

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à la commune de Sevrans l'exercice du DPU pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée.

DÉCIDE

- Article** **De déléguer** à la commune de Sevrans l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé à Sevrans, 8 rue Gabriel Péri pour le lot 200, cadastré à Sevrans section AS n°261, tel que décrit dans la DIA n°26A0058 susmentionnée, ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction générale des finances publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.
- Article 2** **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
 - Monsieur le Maire de la commune de Sevrans,
- La présente décision sera affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.
- Article 3** **D'informer le délégataire** qu'il est tenu de transmettre à la ville de Sevrans les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.
- Article 4** **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour extrait conforme



Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20260310-08-10-03-2026-AU
Date de télétransmission : 13/03/2026
Date de réception préfecture : 13/03/2026